

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/WPGR/W/26**

10 février 1998

(98-0482)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

Original: anglais

## COMMUNICATION DE HONG KONG, CHINE

### Mesures de sauvegarde d'urgence:

#### Contribution au débat sur les principes qui pourraient être retenus

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de travail des règles de l'AGCS à la demande de Hong Kong, Chine.

### Généralités

1. La présente note a pour objet de proposer des principes généraux que les Membres pourraient souhaiter voir inclure dans un accord ou un mécanisme concernant les Mesures de sauvegarde d'urgence. Elle ne vise pas à anticiper sur une décision, relative à la nécessité ou non d'un tel mécanisme, ni à suggérer qu'il n'est pas nécessaire d'entreprendre des travaux en parallèle pour examiner les problèmes pratiques très réels que susciterait la création de ce mécanisme.

### Grands principes

2. L'idée qui sous-tend la présente note est qu'il devrait être possible d'examiner, indépendamment de la question de savoir si les Membres sont favorables ou non à l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde dans le cadre de l'AGCS, bon nombre des principes fondamentaux qui devraient, le cas échéant, être inclus dans toute mesure de sauvegarde d'urgence. Ces principes sont inspirés de divers Accords de l'OMC et notamment de l'Accord sur les sauvegardes du GATT. On a également repris des idées d'un document antérieur établi à l'intention du Groupe de travail des règles de l'AGCS par Hong Kong, Chine (HKC), et distribué sous la cote S/WPGR/W/18 le 16 mai 1997.

3. Il existe au moins neuf principes-clés, dont nous devrions débattre et qui sont énoncés ci-après. Nous avons noté entre parenthèses les liens qui relient, d'après nous, plusieurs de ces concepts aux quatre questions posées par la Présidente.

### Principes généraux

- i) Une mesure de sauvegarde d'urgence devrait être appliquée sur une base **NPF**;
- ii) une mesure de sauvegarde d'urgence devrait représenter la **mesure minimale** à adopter pour remédier aux problèmes qui se posent dans une situation d'urgence;
- iii) une mesure de sauvegarde d'urgence devrait être appliquée pour une **durée limitée** et devrait être suspendue dès que les circonstances redeviennent normales;

- iv) les Membres devraient être informés **suffisamment longtemps à l'avance** de la mesure de sauvegarde envisagée;
- v) tout Accord sur les mesures de sauvegarde d'urgence autorisée devrait **être soumis aux dispositions de l'article XXIII** (règlement des différends);

Principes d'action

- vi) l'imposition d'une mesure de sauvegarde d'urgence devrait être fondée sur des **critères objectifs bien définis** (Q.2 - dans quelles circonstances);
- vii) la mesure à prendre dans le cadre du mécanisme de sauvegarde d'urgence (mesure corrective) devrait être **clairement spécifiée** (Q.4 - quelles mesures);
- viii) le lien entre la mesure envisagée et le **problème de politique publique** qu'elle vise à résoudre devrait être clairement établi (Q.1 et Q.2 - pour le compte de qui et dans quelles circonstances);
- ix) il devrait être démontré clairement que la mesure envisagée permettra de **réparer le dommage constaté** (Q.1 et Q.3 - pour le compte de qui et concept de dommage).

4. Pour ce qui est du point i), il s'agit là, nous l'espérons, d'une question qui n'appelle pas de plus amples précisions.

5. Pour ce qui est du point ii), il faudra s'assurer que les mesures de sauvegarde d'urgence ne donnent pas lieu à des abus et entraînent uniquement les effets minimums nécessaires pour remédier au problème. Cependant, il pourrait être difficile de déterminer des points de référence pertinents, compte tenu des quatre modes de fourniture et du fait que de nombreux secteurs de services évoluent probablement plus vite que le secteur des marchandises. Ainsi, la référence au niveau moyen de l'emploi/de la part de marché/des importations etc. au cours des trois années précédentes (comme dans l'Accord sur les sauvegardes du GATT) pourrait se révéler inopportune.

6. Pour ce qui est du point iii), il semble clair que, par principe, une mesure de sauvegarde devrait être appliquée pour une durée limitée.

7. Pour ce qui est du point iv), il faudra établir des règles détaillées concernant le préavis des étapes-clés d'une procédure de sauvegarde, y compris la nécessité de ménager une possibilité adéquate de consultation préalable avec les parties intéressées. Il faudra également prendre en compte l'idée d'une mesure de sauvegarde d'urgence provisoire. Quoi qu'il en soit, le principe d'un préavis donné suffisamment à l'avance paraît judicieux.

8. Pour ce qui est du point v), le fait qu'une mesure de sauvegarde d'urgence soit soumise aux dispositions de l'article XXIII ne devrait pas, nous l'espérons, soulever de controverse.

9. Pour ce qui est du point vi), bien qu'il puisse être très difficile de définir les critères pour certains secteurs de services, il semble à la fois raisonnable et logique que de tels critères soient **objectifs et bien définis**. Ils ne doivent pas nécessairement revêtir un caractère commun et général ("une chute de 20 pour cent des profits/des ventes/de l'emploi", par exemple). Mais quels qu'ils soient, ces critères devraient être objectifs et bien définis.

10. Pour ce qui est du point vii), il sera sûrement nécessaire d'énoncer clairement les mesures envisagées pour résoudre le problème qui semble se poser. Ce n'est qu'ainsi que les (autres) Membres ou un groupe spécial pourront déterminer si la mesure est appropriée et équilibrée.

11. Pour ce qui est du point viii), le Membre qui prend une mesure de sauvegarde devrait indiquer clairement le problème de politique publique qu'il vise à résoudre. Ce type de principe est proposé parce que la nature d'une situation d'urgence dans le domaine des services pourrait être très différente de celle des situations rencontrées dans le domaine des marchandises. Dans ce dernier cas, les situations d'urgence se limitent à un produit et à la branche de production nationale produisant des produits similaires ou directement concurrents. Dans le cas des services, il se pourrait que les choses ne soient pas aussi claires.

12. Pour ce qui est du point ix), compte tenu des quatre modes de fourniture et, éventuellement, du fait que le lien de causalité est moins direct dans le cas des services que dans celui des marchandises, un Membre qui prend une mesure de sauvegarde d'urgence devrait être tenu de démontrer qu'elle permettra effectivement de résoudre le problème.

13. Avec les principes fondamentaux ci-dessus, tout accord sur les mesures de sauvegarde d'urgence devrait reposer sur des bases saines. Outre l'examen de ce qui précède, nous devons poursuivre l'examen des modalités d'application de ces principes.

---